

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Vive la Guadeloupe !**

- Social -

Date de mise en ligne : dimanche 22 février 2009

---

**Démocratie & Socialisme**

---

## Un salaire maxima pour les patrons

### **Un salaire minima à 1600 euros pour tous les salariés et 200 euros immédiats pour tous les salaires, tous les minima sociaux, toutes les retraites, dans les DROM et en Métropole !**

Laurence Parisot a osé expliquer la semaine dernière que les " patrons en bavent" (sic) à cause de la crise et réclamer qu'ils puissent licencier encore plus facilement. Elle ne recule devant rien, cette femme.

Allons prendre un argument là où on l'attend le moins : Les médias nous répètent que Barak Obama vient de fixer une sorte de salaire maxima à 500 000 dollars pour tous les patrons et actionnaires qui bénéficient des 850 milliards de dollars de son plan de sauvetage de l'économie américaine.

C'est le moins.

Que les banqueroutiers qui ont conduit le monde dans le gouffre ne puissent continuer et s'empiffrer davantage, c'est "éthique" comme dirait Parisot.

Et pourtant, en France, aucune limite, les amis du Fouquet's et du Medef de Sarkozy reçoivent des milliards et continuent comme avant...

Les patrons français sont sans vergogne : leur salaire moyen en 2007 s'établit à 383 000 euros pour les 50 premiers d'entre eux soit 310 fois le Smic et il a augmenté de 58 %. Le mieux payé, Jean-Philippe Thierry (AGF Allianz) s'est versé 23,2 millions d'euros, soit 1,9 million d'euros par mois. Le second, Pierre Verluca, de Vallourec, en est à 12,4 millions d'euros, Gerard Mestrallet (Suez) touche 12,2 millions d'euros) puis Jean-Louis Beffa, (Saint-Gobain) 10,2 millions... Heureusement pour eux, on ne met plus les têtes au bout d'une pique, mais si nous étions encore au temps de la Grande Révolution française ils subiraient un mauvais sort. François Pinault (PPR) avec 259 millions d'euros de revenus au total a de quoi faire enrager ceux qui crèvent la dalle.

- ▶ 10 % de la population possède 50 % du patrimoine
- ▶ 100 milliards de bénéfices du CAC 40
- ▶ 14 milliards de bénéfice record de Total
- ▶ 148 milliards siphonnés aux salaires par les profits
- ▶ 72 milliards de niches fiscales
- ▶ 60 milliards de cadeaux aux chefs d'entreprise
- ▶ les 500 premières familles ont gagné 80 milliards de plus l'an passé que l'an d'avant
- ▶ 15 milliards de bouclier fiscal
- ▶ 320 milliards de caution aux banques
- ▶ 6,5 milliards aux pontes de l'automobile dont les actions n'ont pas baissé, et qui affament leurs salariés avec du temps partiel (Sarkozy le roi du "travailler plus pour gagner plus" est devenu celui du "travailler moins pour gagner moins", il développe le temps partiel)

Jamais la France n'a été aussi riche, et les caisses aussi pleines ! Les caisses privés bien sur, car ils ont vidé les cagnotes publiques pour remplir les "cagnotes privées" !

Il faut vraiment que Bling-Bling et son âme damnée Laurence Parisot, aient tous les culots pour parvenir à trouver encore inlassablement des arguments susceptibles de protéger tous ces rapaces. Le « bouclier fiscal » de Sarkozy consiste à ne pas prendre plus de 50 % de ce que se sont accaparés les riches.

Laurence Parisot appuie : "C'est le risque que partent des hommes ou des femmes qui sont peut-être pour partie responsables du drame économique actuel. Mais qui sont aussi les plus compétents pour mettre en place les solutions".

Il faut gracier, selon elle, les spéculateurs, il n'y a de recours qu'en eux !

Trop fort !

Vu que les chefs d'entreprise, « en ce moment, ils en bavent » : « Il faut laisser à l'entreprise la liberté de fonctionner » ! Voyous et cupides, pourvu que vous soyez patrons et banquiers, non seulement Parisot vous amnistie, vous cajole, mais elle vous supplie de rester aux postes de commande et de faire ce que vous voulez. Elle diffuse même la peur que vous alliez exercer vos crapuleries ailleurs.

Décidément, tout milite pour inverser le cours des choses : un bouclier fiscal à l'envers. Pas de salaire à plus de 25 fois le Smic ! Au-dessus l'impôt républicain doit tout prendre. Le « risque » qu'« ils » partent ? Qu'ils aillent chez Madoff ! Qu'ils aillent dans les trous à rats des paradis fiscaux, on les y traquera.

Notre République assumera joyeusement le « départ » de ces pillards : On nommera à leur place, des vrais responsables publics désignés et contrôlés de façon citoyenne. Chiche qu'ils feront mieux que la bande du Fouquet's à Sarkozy.

Le travail n'est pas un "coût", c'est une richesse. Ce qui coûte cher, c'est ce que le capital prend au travail, il prend trop. Pour être "concurrentiels" baissions le coût du capital sur nos produits !

Il faut réduire la part des actionnaires et augmenter la part des salaires.

Mieux vaut donner 200 euros à tous (aux salaires, retraite et minima sociaux) que 200 milliards aux banquiers. C'est infiniment plus sûr pour relancer l'économie.

Arroser les banquiers c'est arroser le sable, ils pompent, ils pompent et ne redonnent rien. Un banquier c'est quelqu'un qui vous prête un parapluie quand il fait beau et qui vous le reprend quand il pleut...

Tandis que les salaires, minima sociaux, retraites, tout est dépensé et fait tourner l'économie...

Mais Sarkozy croit que pour faire marcher l'économie il faut donner plus aux riches, nous, on croit qu'il faut donner plus aux pauvres...

car les riches sont cupides, et n'en ont jamais assez...

Il y a une petite partie des socialistes qui sont, eux aussi, contre la hausse des salaires, et qui croient qu'il faut faire la relance avant de redistribuer les richesses, nous nous pensons qu'il faut redistribuer les richesses pour faire la

relance... En vingt mots ce sont deux orientations qui s'offrent, l'une socialiste, l'autre sociale-libérale.

Refusons de parler de "pouvoir d'achat" et "vie chère" parlons "salaires"...

Au diable les "primes", les "aides", les "compléments", parlons salaires !

Le salaire c'est un tout, il est composé d'un salaire net, qu'on consomme tout de suite, et d'un salaire brut, indirect, différé, qui remplit les caisses de sécurité sociale, paie les retraites...

Vive donc la hausse des salaires, et tant mieux si ça prend aux profits, si ça enlève aux actionnaires leurs fameux "15 %" de marge...

D'où les 200 euros : en Guadeloupe, en Martinique, à la Réunion (grève générale le 5 mars) partout c'est le même mot d'ordre central. Les médias font tout pour étouffer cela : ils inventent chaque jour quelque chose comme :

- ▶ *"c'est un conflit culturel, entre noirs et blancs, békés et noirs"*
- ▶ *"c'est propre aux îles, le cout de la vie LA-BAS est trop cher"*

Tout, tout, tout pour ne pas parler des 200 euros, pour ne pas laisser croire que c'est la même revendication en métropole ...

Le patronat avait signé dimanche 8 février un pré accord en Guadeloupe pour 200 euros. Sarkozy, Fillon, Jego ont tout fait pour le torpiller - par peur de contagion immédiate. Le gouvernement, dans ces conditions, a décidé de ne pas aider ses amis les patrons et békés, autant qu'il le fait d'habitude !

Mais ils ne pourront éviter le mot salaire, ni le 18 février, ni le 19 mars. La grève générale ne se commande pas, ne se décrète pas, mais elle est là, elle est à l'ordre du jour...

200 euros pour tous, c'est une revendication uniforme unifiante

Ca met le Smic à 1500 euros... soit 15 % (la CGT revendique 1600 euros)

Ce n'est pas de trop : En mai 68, il y a eu 33 % de hausse pour le Smig et 55 % pour le Smag. Et cela a bien tourné pendant plus de 10 ans, les salaires étant indexés sur les prix. Il FAUT indexer les salaires sur les prix ! (Sur un BON indice, fiable, réaliste de prix).

Le plus drôle c'est que Sarkozy dans son discours, lui-même, a dit : "1/3 des bénéfices pour les actionnaires, 1/3 pour l'investissement, 1/3 pour les salaires" ... Mais 1/3 des profits pour les salaires, ça fait plus de 200 euros pour tous !

Il PEUT y avoir l'unité syndicale là-dessus, regardez, lisez le tract de Haute Loire, où les 8 syndicats CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, SUD, CFTC, CGC signent sur ce mot d'ordre commun ! (voir sur le site D&S ou bien sur demande on vous l'envoie)

Rien que pour Total, 1/3 des 14 milliards de profit pour les salaires, ça ferait 50000 euros par salarié tout de suite... substantiel, non ?

Le CAC 40 a gagné autant en 2008 qu'en 2007, année record, et donc, le double de ce qu'il gagnait en 2003... Les affaires roulent en dépit de la "crise"...

Les "plans de sauvegarde de l'emploi" sont bidons dans 80 % des cas, ils ne servent que d'aubaine, pour "garder la marge" ou "éviter de la réduire". J'en ai sur mon bureau, ils sont tous injustifiés... sauf pour garder des profits au zénith, en faisant payer les petits salariés du rang...

Leur "crise" ne doit pas nous mettre sur la défensive, exigeons qu'ils la paient, eux, patrons, actionnaires, rentiers...

Tout mûrit pour une explosion sociale, il n'y a que cela qu'ils entendront... il n'y a que comme en Guadeloupe qu'on imposera 200 euros, pour tous, mensuels d'augmentation, tout de suite ! Nous ne craignons pas l'extension, nous la souhaitons, la préparons, la défendons, la justifions ... Plus ce sera fort, puissant, unitaire, mieux ce sera pour assurer la victoire.

**Gérard Filoche**